



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA



DÉPENSES ET ACTIVITÉS DES COMITÉS

DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014

RAPPORT DU COMITÉ DE LIAISON

LE PRÉSIDENT
DEAN ALLISON, DÉPUTÉ

41^e LÉGISLATURE, DEUXIÈME SESSION

JUIN 2014

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

COMITÉ DE LIAISON

PRÉSIDENT

Dean Allison

VICE-PRÉSIDENT

David Christopherson

MEMBRES

Harold Albrecht	L'hon. Rob Merrifield
Leon Benoit	Larry Miller
Gordon Brown	Rick Norlock
Chris Charlton	Joe Preston
L'hon. Michael D. Chong	James Rajotte
Pierre-Luc Dusseault	Bev Shipley
Greg Kerr	David Sweet
Daryl Kramp	David Tilson
Hélène LeBlanc	Mike Wallace
Ben Lobb	Chris Warkentin
Pat Martin	Rodney Weston
Phil McColeman	

GREFFIER DU COMITÉ

Ian McDonald

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Kristen Douglas

COMITÉ DE LIAISON

a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Conformément à l'article 107(3) du Règlement, le Comité a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION -----	1	
COMITÉS PERMANENTS		
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO)-----	2	
ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI) -----	4	
AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI) -----	5	
PATRIMOINE CANADIEN (CHPC) -----	7	
CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM) -----	9	
ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI)-----	11	
FINANCES (FINA) -----	12	
PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO)-----	14	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE)-----	15	
OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO)-----	18	
SANTÉ (HESA) -----	20	
RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA) -----	21	
INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU) -----	23	
COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT)-----	25	
JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST) -----	27	
DÉFENSE NATIONALE (NDDN) -----	29	
RESSOURCES NATURELLES (RNNR) -----	31	
LANGUES OFFICIELLES (LANG) -----	33	
PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC) -----	35	
COMPTES PUBLICS (PACP)-----	37	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU)-----	38	
CONDITION FÉMININE (FEWO) -----	40	
TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN)-----	41	
ANCIENS COMBATTANTS (ACVA) -----	43	
LIAISON (LIAI) -----	45	
COMITÉS MIXTES PERMANENTS		
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI) -----	47	
EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION (REGS) -----	48	
COMITÉ SPÉCIAL		
VIOLENCE FAITE AUX FEMMES AUTOCHTONES (IWFA) -----	49	
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS -----		50
RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	50	
TABLEAU 1 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES-----	50	

ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES-----	51
TABLEAU 2 – COMPARAISON DE L’ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	51
DÉPENSES DE TOUS LES TYPES DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES-----	52
TABLEAU 3 – COMPARAISON DES DÉPENSES DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	52
RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D’ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (2009–2010 À 2013–2014)-----	53
RAPPORTS DE COMITÉ PAR TYPE D’ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (2009–2010 À 2013–2014)-----	54
TABLEAU 4 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RAPPORTS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (2009–2010 À 2013–2014)-----	55
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014) -----	56
SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)-----	59
SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014) -----	61
TABLEAU 5 – SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (en milliers de dollars)-----	61

INTRODUCTION

L'une des principales responsabilités du Comité de liaison est de répartir le budget que lui alloue le Bureau de régie interne (BRI) pour la poursuite des activités des comités permanents. Au nombre de ces activités, mentionnons l'examen approfondi de sujets choisis, examen que la Chambre des communes ne peut pas faire, les comités pouvant faire rapport des conclusions qu'ils tirent de leurs examens, y compris de leurs recommandations, à la Chambre. Les études de comité portent sur quatre grands domaines : le Budget des dépenses, les projets de loi, les nominations par décret et d'autres sujets particuliers précis. Aux fins de ces études, les comités peuvent choisir de recevoir des témoins à Ottawa ou de se déplacer. Outre les dépenses régulières des comités permanents, le BRI a décidé que le budget du Comité spécial sur la violence faite aux femmes autochtones proviendrait des fonds mis à la disposition des comités permanents et des comités mixtes permanents.

Ces dernières années, le Comité de liaison a entrepris de mettre à jour les pratiques et les politiques administratives sur le financement qui régissent les activités des comités permanents. En juin 2013, les membres du Comité de liaison ont approuvé la mise en œuvre des meilleures pratiques de gestion pour s'assurer que les budgets et les dépenses des comités permanents répondent aux attentes en matière de qualité des biens et des services reçus.

Le présent rapport donne aux députés et au grand public une bonne idée des activités des comités et de leurs dépenses approuvées par les membres de comité. Cette information complète les renseignements à jour remis chaque mois aux présidents de comité. En outre, le rapport fournit des données générales concernant le nombre de réunions, d'heures de réunion, de rapports et de témoins. Le Comité de liaison a l'intention de continuer à présenter ces rapports trois fois par exercice, c'est-à-dire un pour chacune des périodes suivantes : du 1^{er} avril au 30 juin; du 1^{er} juillet au 31 décembre; du 1^{er} janvier au 31 mars.

Dans certains cas, il peut y avoir des écarts mineurs entre les dépenses figurant au présent rapport et celles d'un rapport précédent pour le même exercice. Ces écarts peuvent être attribuables à de nombreuses raisons. Dans certains cas, même si le déplacement a eu lieu ou que l'étude est terminée, des factures peuvent être reçues après la production du rapport et, par conséquent, elles figurent seulement dans le rapport suivant. Cependant, l'exercice 2013-2014 étant clos, les dépenses figurant dans ce rapport représentent le montant total pour l'exercice. Dans d'autres cas, comme l'autorise le Comité de liaison, un comité peut avoir utilisé son budget de fonctionnement pour financer provisoirement une étude en attendant l'approbation du budget. Une fois l'approbation obtenue, les dépenses ont alors été transférées du budget de fonctionnement au budget de l'étude. Dans ces derniers cas, les dépenses demeurent les mêmes, mais elles sont imputées à un autre budget.

Le présent rapport couvre tout l'exercice 2013–2014. Durant cette période, 877 réunions de comité ont eu lieu, 2 656 témoins ont été entendus et 124 rapports ont été présentés à la Chambre. De plus, étant donné que le présent rapport couvre l'exercice complet, certains renseignements supplémentaires sont inclus afin de faciliter les comparaisons entre les exercices. Auparavant, des renseignements similaires étaient présentés dans le *Rapport annuel sur les activités et les dépenses des comités* déposé à la Chambre par le Président de la Chambre des communes au nom du BRI. Il est possible de consulter ces rapports dans le site Web parlementaire.

Pour tout autre renseignement, veuillez communiquer avec le Comité de liaison, à LIAI@parl.gc.ca.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO)

Du 1^{er} avril au 30 juin 2013, le Comité a étudié le projet de loi C-428, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (publication des règlements administratifs) et prévoyant le remplacement de cette loi; le projet de loi S-8, Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières nations; et le projet de loi C-62, Loi portant mise en vigueur de l'accord définitif concernant la Première Nation de Yale et modifiant certaines lois en conséquence. Les projets de loi ont tous fait l'objet d'un rapport à la Chambre des communes.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a poursuivi son étude sur *L'utilisation des terres et le développement économique durable*. Il a aussi étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que le projet de loi C-9, Loi concernant l'élection et le mandat des chefs et des conseillers, dont il a fait rapport à la Chambre des communes. Le Comité a aussi commencé son étude du projet de loi C-15, Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son étude du projet de loi C-15, Loi sur les Territoires du Nord-Ouest. Dans le cadre de l'étude, il a notamment tenu des audiences publiques à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), et il a fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec des amendements, au début de février. Après 28 réunions, qui se sont échelonnées sur plus de deux ans, le Comité a également terminé son étude sur *L'utilisation des terres et le développement économique durable* et a présenté son quatrième rapport à la Chambre en mars. Le Comité a également examiné le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013–2014. Enfin, à la fin de mars, le Comité a amorcé l'examen du projet de loi C-25, Loi concernant le Décret constituant la bande appelée Première Nation Qalipu Mi'kmaq.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Chris Warkentin (président), Jean Crowder (vice-présidente), Carolyn Bennett (vice-présidente), Ray Boughen, Rob Clarke, Earl Dreeshen, Jonathan Genest-Jourdain, Carol Hughes, Kyle Seeback, Mark Strahl

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-428	9 791	350	435	10 576
Projet de loi C-47	8 246	-	-	8 246
Projet de loi C-62	2 469	-	49	2 519
Projet de loi C-9	5 372	-	394	5 766
Projet de loi S-8	13 934	697	197	14 828
Utilisation des terres et le développement économique durable	2 789	890	481	4 159
Objet du projet de loi C-15 sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest	10 423	-	800	11 223
Accord définitif de la Première Nation de Yale	4 351	-	49	4 400
Budget de fonctionnement ³	-	528	196	725
TOTAL²	57 374	2 465	2 603	62 441

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Projet de loi C-15 – Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest	17 925	6 360	3 434	9 033	36 751
TOTAL²	17 925	6 360	3 434	9 033	36 751

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (AANO)	31	6	5	2	51h33m	156	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SAAN) ⁴	11	-	-	-	2h48m	-	-
TOTAL	42	6	5	2	54h21m	156	7

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI)

Le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique a entrepris et terminé son examen prévu par la loi de la *Loi sur les conflits d'intérêts*. De plus, le Comité a pu examiner les éléments du Budget principal des dépenses de 2013–2014 sous la rubrique Justice, Parlement et Conseil du Trésor qui lui avaient été renvoyés et produire un rapport à ce sujet. Pendant la période visée, le Comité a réalisé une autre étude, celle du premier projet de loi de la législature qui le concernait, C-461, Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels (communication de renseignements), et en a fait rapport à la Chambre avec des amendements.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Pat Martin. Le Comité a complété son rapport concernant l'examen prévu par la loi de la *Loi sur les conflits d'intérêts*.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a présenté son premier rapport à la Chambre relatif à l'examen prévu par la loi de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et a entrepris l'examen du projet de loi C-520, Loi visant à soutenir l'impartialité politique des agents du Parlement. Le Comité a aussi établi un plan de travail pour son étude du *Problème grandissant du vol d'identité et ses répercussions économiques*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Pat Martin (président), Patricia Davidson (vice-présidente), Scott Andrews (vice-président), Charmaine Borg, Paul Calandra, Jacques Gourde, Laurie Hawn, Tilly O'Neill Gordon, Mathieu Ravignat, Bob Zimmer

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Examen prévu par la loi de la Loi sur les conflits d'intérêts	524	-	439	963
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 872	1 872
TOTAL²	524	-	2 311	2 835

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (ETHI)	28	13	-	-	32h51m	35	4
TOTAL	28	13	-	-	32h51m	35	4

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI)

Le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire a poursuivi son étude de grande envergure sur *La chaîne agricole et agroalimentaire*. Il a entendu des témoignages touchant les grains et oléagineux, le secteur des boissons et le bien-être animal. Avant l'ajournement de la Chambre pour l'été, le Comité a déposé la première partie de son rapport sur cette étude, intitulé *Vers un but commun : la chaîne agroalimentaire canadienne – partie 1*. Ce rapport présente tous les aspects étudiés à ce jour, à l'exception du bien-être animal. Le Comité a également tenu des réunions pour donner suite à son étude de l'été dernier sur *Les pertes dans les colonies d'abeilles* et se renseigner auprès des intervenants sur ce qui s'est produit dans le dossier au cours de la dernière année.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Bev Shipley. Le 5 novembre, le Comité a débuté une étude de *L'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne et ses effets sur le secteur agricole canadien*. Dans le cadre de son étude, le Comité s'est réuni à huit reprises afin d'entendre des témoins. Les 2 et 3 décembre, des membres du Comité se sont rendus à Washington (D.C.) afin de discuter avec des parlementaires américains et des représentants d'organismes agricoles des changements apportés à la réglementation américaine sur l'étiquetage du pays d'origine (COOL).

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a entrepris l'examen d'un projet de rapport en lien avec son étude de *L'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne et ses effets sur le secteur agricole canadien*. Le Rapport a été présenté en Chambre le 27 mars. Le Comité a, de plus, tenu deux réunions dans le cadre d'une étude sur le *Système de manutention des grains au Canada*. Finalement, le Comité a entrepris, le 31 mars, l'examen du projet de loi C-30, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les transports au Canada et prévoyant d'autres mesures.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Bev Shipley (président), Ruth Ellen Brosseau (vice-présidente), Mark Eyking (vice-président), Earl Dreeshen, Randall Garrison, Randy Hoback, Pierre Lemieux, LaVar Payne, Francine Raynault, Bob Zimmer

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Chaîne agricole et agroalimentaire (bien-être animal)	2 003	873	808	3 684
Chaîne agricole et agroalimentaire (breuvage)	3 155	1 255	466	4 877
Chaîne agricole et agroalimentaire (grains et oléagineux)	1 139	-	-	1 139
Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne et ses effets sur le secteur agricole canadien	1 518	1 191	552	3 261
Système de manutention des grains au Canada	3 251	1 854	158	5 263
Innovation et Compétitivité	-	456	158	613
Pertes dans les colonies d'abeilles	5 569	-	893	6 462
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 778	1 778
TOTAL²	16 636	5 629	4 812	27 077

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Changements apportés à la réglementation américaine sur l'étiquetage du pays d'origine (COOL) – Washington (D.C.), É-U	10 041	1 952	799	1 508	14 300
TOTAL²	10 041	1 952	799	1 508	14 300

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (AGRI)	34	1	10	2	49h49m	101	2
Sous-comité du programme et de la procédure ⁴	1	-	-	-	0h30m	-	-
TOTAL	35	1	10	2	50h19m	101	2

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC)

Durant la période entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2013, le Comité permanent du patrimoine canadien a conclu son étude sur *L'industrie canadienne du logiciel de divertissement* qu'il avait entamée en octobre 2012 et a initié une étude sur *Les aspects importants de l'histoire du Canada*. Sur le plan législatif, le Comité a examiné le projet de loi C-266, Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II ainsi que le projet de loi C-49, Loi modifiant la Loi sur les musées afin de constituer le Musée canadien de l'histoire et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Gordon Brown. Le Comité a conclu son étude sur *Les préparatifs du Canada aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2014 à Sotchi*, qu'il avait commencée en novembre 2013, et entrepris une étude sur *L'industrie canadienne de la musique*. Il s'est aussi penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Patrimoine canadien.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-501, Loi instituant la Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche, et a commencé l'audition des témoins aux fins de son *Examen de l'industrie canadienne de la musique*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Gordon Brown (président), Pierre Nantel (vice-président), Stéphane Dion (vice-président), Ray Boughen, Rick Dykstra, Ted Falk, Jim Hillyer, Irene Mathysen, Kennedy Stewart, John Weston

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-501	432	-	220	652
Préparatifs du Canada en vue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2014 à Sotchi	7 444	1 417	274	9 134
Examen de l'industrie canadienne de la musique	986	365	703	2 054
Étude sur l'industrie canadienne du logiciel de divertissement	-	-	98	98
Budget de fonctionnement ³	2 879	-	1 855	4 734
TOTAL²	11 741	1 782	3 150	16 672

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (CHPC)	26	3	4	1	32h02m	72	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP) ⁴	1	-	-	-	0h37m	-	-
TOTAL	27	3	4	1	32h39m	72	6

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM)

Au cours de la période du 1^{er} avril au 30 juin 2013, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration a étudié divers sujets. Du côté législatif, le Comité s'est penché sur le projet de loi C-425, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté (valorisation des Forces armées canadiennes), pour lequel il a entendu des témoins. Le Comité a de plus étudié l'objet des articles 167 à 168 et 170 à 172 du projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Mis à part son agenda législatif, le Comité a également entamé une étude sur *Les visas de résident temporaire pour les visiteurs*. Du côté budgétaire, le Comité a étudié ponctuellement le Budget principal des dépenses 2013–2014 sous la rubrique Citoyenneté et Immigration, ainsi que les Plans des dépenses de Citoyenneté et Immigration pour 2012–2013.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a étudié l'objet des articles 174 (Code criminel) et 175 (Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement) et 290 à 293 (Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés) du projet de loi C-4, Loi no 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le Comité a également poursuivi son étude sur *Les visas de résident temporaire pour les visiteurs*. Finalement, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Citoyenneté et Immigration.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a terminé son étude sur les *Visas de résident temporaire pour les visiteurs* et a présenté son rapport à la Chambre en mars. Le Comité a aussi amorcé une nouvelle étude intitulée *Renforcer la protection des femmes dans notre système d'immigration*. Enfin, le Comité a examiné le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013–2014.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

David Tilson (président), Lysane Blanchette-Lamothe (vice-présidente), John McCallum (vice-président), Joe Daniel, Chungsen Leung, Costas Menegakis, Ted Opitz, Jasbir Sandhu, Devinder Shory, Rathika Sitsabaiesan

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-425	6 026	474	2 172	8 673
Renforcer la protection des femmes dans notre système d'immigration	4 245	1 018	139	5 401
Objet des articles 174 (Code criminel) et 175 (Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement) et 290 à 293 (Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés) du projet de loi C-4	2 221	-	828	3 050
Visas de résident temporaire pour les visiteurs	10 105	729	1 201	12 035
Budget de fonctionnement ³	937	-	3 158	4 096
TOTAL²	23 534	2 221	7 499	33 254

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (CIMM)	27	13	5	-	63h22m	102	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM) ⁴	6	-	-	-	3h27m	-	-
TOTAL	33	13	5	-	66h49m	102	4

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI)

Durant la période entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2013, le Comité permanent de l'environnement et du développement durable a conclu son étude sur *Les pratiques de conservation urbaine au Canada* en déposant un rapport sur le sujet et a continué son étude sur *La conservation des habitats au Canada*. Le Comité a également fait l'examen de l'ébauche de la stratégie fédérale de développement durable 2013–2016. Sur le plan législatif, le Comité a examiné le projet de loi S-15, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada et la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et apportant des modifications corrélatives à la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a conclu son étude sur *La conservation des habitats au Canada*. Le Comité a également étudié le Rapport de l'automne 2013 du Commissaire à l'environnement et au développement durable et le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Environnement.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a présenté son deuxième rapport à la Chambre, intitulé *Conservation des habitats terrestres au Canada*. Le Comité a aussi commencé l'audition des témoins aux fins de son étude sur la *Qualité de l'eau dans le bassin des Grands Lacs*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Harold Albrecht (président), François Choquette (vice-président), John McKay (vice-président), Dennis Bevington, Colin Carrie, Mylène Freeman, Robert Sopuck, Brian Storseth, Lawrence Toet, Stephen Woodworth

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Conservation des habitats au Canada	7 502	6 108	1 608	15 218
Qualité de l'eau dans le bassin des Grands Lacs	6 860	380	408	7 648
Budget de fonctionnement ³	1 902	-	1 995	3 897
TOTAL²	16 264	6 488	4 011	26 763

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (ENVI)	34	-	7	3	53h45m	117	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SENV) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	34	-	7	3	53h45m	117	4

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA)

Au cours de la période du 1^{er} avril au 30 juin 2013, le Comité des finances a entendu plusieurs témoins, dont le ministre des Finances, l'hon. Jim Flaherty, l'ex-gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney et son successeur, Stephen S. Poloz. Le Comité a concentré ses activités sur deux études : le projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures, et sur *L'inégalité de revenus au Canada*. De plus, sur le plan législatif, il a présenté en Chambre un rapport sur le projet de loi S-17, Loi mettant en œuvre des conventions, des protocoles, des accords, un avenant et une convention complémentaire conclus entre le Canada et la Namibie, la Serbie, la Pologne, Hong Kong, le Luxembourg et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts et un autre rapport sur le projet de loi C-462, Loi limitant les frais imposés par les promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées et apportant des modifications corrélatives à la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt. De plus, il a fait rapport à la Chambre de son étude sur *La fraude fiscale et le recours aux paradis fiscaux*. Enfin, il a amorcé les consultations pré-budgétaires en invitant les Canadiennes et les Canadiens à soumettre, en ligne, leurs recommandations pour le budget fédéral de 2014.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a entendu plus d'une centaine de témoins, et déposé trois rapports à la Chambre des communes. Pour ses consultations pré-budgétaires, le Comité a reçu en ligne des recommandations pour le Budget 2014 par l'entremise de 336 mémoires qui ont été publiés sur le site Web du Comité. De plus, le Comité a tenu six réunions portant sur l'économie, le tourisme, l'aide aux personnes vulnérables, le développement des communautés urbaines et rurales, et la recherche et le développement. Il a déposé un rapport comptant 42 recommandations. Le Comité a également étudié et fait rapport à la Chambre du projet de loi C-4, Loi n^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures pour lequel il a entendu plus d'une cinquantaine de témoins. Enfin, le Comité a déposé un rapport à la Chambre sur *L'inégalité de revenus au Canada* comptant 24 recommandations à cet effet.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a effectué deux études. Il a tenu quatre réunions sur les *Systèmes émergents de paiement numérique*, au cours desquelles il a entendu 20 témoins. Le Comité a invité les entreprises qui comparaissaient, à présenter leur technologie aux membres du Comité, lors de rencontres informelles. Ces sessions d'information ont permis aux membres du Comité de mieux saisir les possibilités de ces nouvelles technologies et les changements qu'elles requerront sur les plans législatif et réglementaire. Ensuite, le Comité a tenu trois réunions sur *l'Emploi chez les jeunes au Canada* au cours desquelles il a entendu 19 témoins.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

James Rajotte (président), Nathan Cullen (vice-président), Scott Brison (vice-président), Mark Adler, Mike Allen, Guy Caron, Gerald Keddy, Murray Rankin, Andrew Saxton, Dave Van Kesteren

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA) (SUITE)

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-4	2 948	3 156	2 110	8 214
Projet de loi C-462	2 169	350	142	2 661
Projet de loi C-48	4 183	-	184	4 367
Projet de loi C-60	5 186	-	1 120	6 306
Projet de loi S-17	803	1 784	643	3 230
Systèmes émergents de paiement numérique	3 183	-	449	3 632
Inégalité des revenus au Canada	4 034	975	455	5 464
Consultations prébudgétaires 2013	19 703	2 953	4 879	27 535
Fraude fiscale et le recours aux paradis fiscaux	-	-	97	97
Emploi chez les jeunes au Canada	650	910	272	1 832
Budget de fonctionnement ³	652	-	490	1 142
TOTAL²	43 513	10 128	10 839	64 481

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (FINA)	42	19	11	1	90h14m	307	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN) ⁴	7	-	-	-	5h24m	-	-
TOTAL	49	19	11	1	95h38m	307	8

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, l'exercice a été marqué d'abord par l'aboutissement de l'étude sur *Les espèces envahissantes qui représentent une menace pour le bassin des Grands Lacs*, dont le rapport a été présenté à la Chambre le 25 avril 2013. Le Comité a par la suite commencé une étude sur *Le secteur de la pêche dans le Nord et l'Arctique*, dans la foulée d'une étude sénatoriale sur le même sujet en 2009, mais en tenant compte des changements climatiques et de leurs effets sur les stocks de poissons. Une rencontre a été consacrée à l'examen du Rapport sur les plans et priorités 2013–2014 du ministère des Pêches et des Océans. La conjoncture économique a aussi poussé le Comité à se pencher sur la situation de la pêche au homard dans les provinces de l'Atlantique.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Pêches et Océans, suivi par une revue des programmes et activités de Pêches et Océans Canada. Le Comité a aussi étudié *Le volet pêche de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union Européenne (UE) et le Canada*.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a entrepris une étude des *Avantages et défis que pourrait présenter l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne pour les pêches canadiennes*. Le Comité a aussi examiné le Budget principal des dépenses de 2014–2015 pour Pêches et Océans; il a entendu les témoignages de la ministre et des responsables du Ministère.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Rodney Weston (président), Robert Chisholm (vice-président), Lawrence MacAulay (vice-président), Ryan Cleary, Patricia Davidson, Randy Kamp, François Lapointe, Ryan Leef, Robert Sopuck, John Weston

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
La pêche au homard	923	-	387	1 310
Budget de fonctionnement ³	-	3 489	2 155	5 643
TOTAL²	923	3 489	2 542	6 954

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (FOPO)	27	1	2	-	31h16m	48	1
Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP) ⁴	4	-	-	-	2h10m	-	-
TOTAL	31	1	2	-	33h26m	48	1

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE)

D'avril à juin 2013, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a réalisé trois études liées à son mandat. Il a terminé son étude sur *La politique étrangère du Canada pour l'Arctique* et a présenté ses conclusions à ce sujet à la Chambre des communes le 10 mai 2013. Il a également mené à bien une étude sur *La situation des réfugiés juifs des pays du Moyen-Orient* et, après une visite à Washington, a étudié un projet de rapport sur *l'Organisation des États américains et l'engagement du Canada dans les Amériques*. Par ailleurs, le Comité a étudié le projet de loi S-14, Loi modifiant la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers et remis son rapport sur la question à la Chambre le 14 juin 2013. Il a également examiné le sujet des articles 174 à 199 (touchant la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement*) du projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures.

Le Comité a également examiné certains crédits du Budget principal des dépenses de 2013–2014 sous la rubrique Affaires étrangères et Commerce international et remis son rapport à la Chambre. Plusieurs séances d'information ont été organisées sur différents sujets, comme *Les pratiques des entreprises qui fabriquent dans des pays en développement pour les consommateurs canadiens ou qui les vendent au Canada*, *La politique étrangère du Canada par rapport à la Corée du Nord* et *Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme*. Le Comité a également examiné les rapports présentés par le Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR), notamment les rapports sur *La situation des droits de la personne en Birmanie et les persécutions subies par la communauté copte d'Égypte*.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a étudié le projet de loi C-6, Loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes à sous-munitions. Il a aussi examiné le Budget supplémentaires des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Affaires étrangères, Commerce et Développement. De plus, une séance d'information a été tenue avec des représentants du ministère des Affaires étrangères sur *La situation en Syrie*. Enfin, en décembre 2013, il a déposé à la Chambre des communes des rapports sur ses études concernant *La situation des réfugiés juifs des pays du Moyen-Orient* et *l'Organisation des États américains (OEA) et l'engagement du Canada dans les Amériques*. Le Sous-comité des droits internationaux de la personne a aussi entrepris une étude approfondie sur *La situation des droits de la personne au Sri Lanka*.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a entrepris une étude de la *Situation en Ukraine* et a poursuivi l'étude de la *Situation en Syrie*. De plus, le Comité a tenu une séance d'information sur le Bureau de la liberté de religion au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, ainsi qu'une séance d'information sur la Journée mondiale de la tuberculose.

Le Sous-comité des droits internationaux de la personne a poursuivi son étude de la *Situation des droits de la personne au Sri Lanka* et, le 27 février, a adopté une résolution à l'égard de la situation dans ce pays. Le Sous-comité a aussi tenu de nombreuses réunions sur diverses questions liées aux droits de la personne dans le monde, dont une séance pour faire le point sur la *Situation dans le camp d'Ashraf* ainsi qu'une séance d'information sur les persécutions subies par la minorité chrétienne au Pakistan. Le Sous-comité a poursuivi son étude sur le *Prélèvement forcé et le trafic d'organes humains*, ainsi que son étude de *l'Utilisation systématique de la violence sexuelle contre les femmes comme arme de guerre en République démocratique du Congo*; il a aussi convenu de soumettre ses conclusions sur cette dernière étude à l'examen du comité principal. Enfin, le Sous-comité a commencé une étude intitulée *Violence sexuelle et persécution à l'encontre des minorités religieuses dans le conflit syrien*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Dean Allison (président), Paul Dewar (vice-président), Marc Garneau (vice-président), David Anderson, Lois Brown, Peter Goldring, Nina Grewal, Hélène Laverdière, Romeo Saganash, Gary Schellenberger

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) (SUITE)

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-6	743	935	468	2 145
Projet de loi S-14	1 409	318	383	2 109
Situation en Syrie	688	1 795	515	2 998
Situation en Ukraine	647	732	412	1 791
Politique étrangère du Canada pour l'Arctique	6 318	-	100	6 418
Politique étrangère du Canada par rapport à la Corée du Nord	586	301	140	1 027
Pratiques des entreprises qui fabriquent des produits dans des pays en développement pour les consommateurs canadiens ou qui les vendent au Canada	663	-	140	802
Situation des réfugiés juifs des pays du Moyen-Orient	1 610	174	419	2 203
FAAE – Budget de fonctionnement ³	4 459	220	4 729	9 407
SDIR – Situation dans le camp d'Ashraf	305	185	-	490
SDIR – Situation des droits de la personne au Honduras	2 539	1 203	406	4 148
SDIR – Situation des droits de la personne en Iran	3 601	815	256	4 672
SDIR – Situation des droits de la personne au Sri Lanka	908	1 957	*670	3 536
SDIR – Prélèvement forcé et le trafic d'organes humains	1 000	-	-	1 000
SDIR – Budget de fonctionnement ³	672	-	3 525	4 197
TOTAL²	26 148	8 634	12 160	46 942

* L'écart entre ce rapport et le précédent tient compte du redressement des dépenses qui auraient dû être imputées au budget de fonctionnement.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Organisation des États Américains (OEA) et l'engagement du Canada dans les Amériques – Washington (D.C.), É.-U.	21,189	13 007	2 358	1,194	37 749
TOTAL²	21,189	13 007	2 358	1,194	37 749

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (FAAE)	34	-	8	5	49h47m	110	8
Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR) ⁴	32	9	6	-	29h55m	32	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA) ⁴	1	-	-	-	0h25m	-	-
TOTAL	67	9	14	5	80h07m	142	8

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires s'est concentré sur son étude sur *L'efficacité énergétique des immeubles, structures et travaux publics du gouvernement*. Elle a débouché sur la présentation d'un rapport à la Chambre en juin. Le Comité s'est également consacré à la prise en considération du Budget principal des dépenses 2013–2014 sous les rubriques Conseil privé, Gouverneur général, Parlement, Patrimoine canadien, Travaux publics et services gouvernementaux de même qu'à d'autres questions : *Le Programme de réinstallation intégrée*, *Le Régime de pension de la fonction publique*, *Les dispositions en matière d'intégrité pour les activités d'approvisionnement et les opérations immobilières*, et le suivi accordé par le gouvernement au Septième rapport du Comité intitulé « Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits ».

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Pierre-Luc Dusseault. Le Comité a fait plusieurs mises à jour importantes sur des dossiers qu'il suit depuis plusieurs années : le suivi accordé par le gouvernement au rapport de juin 2012 intitulé « Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits », *Les travaux et coûts connexes du projet de rénovation de la Cité parlementaire* (incluant une visite sur le terrain), de même que *Le mandat et les activités du Programme d'innovation Construire au Canada*. Il a également consacré plusieurs réunions à l'étude du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous les rubriques Conseil du Trésor, Conseil privé, Patrimoine canadien, Travaux publics et Services gouvernementaux. Le dernier rapport annuel de la Commission de la fonction publique fut aussi étudié.

Durant la période de janvier à fin mars 2014, le Comité s'est penché sur deux documents budgétaires : le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013–2014 et le Budget principal des dépenses 2014–2015. Dans le cas du Budget supplémentaire, le Comité a entendu les représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor. En ce qui a trait au Budget principal des dépenses, le Comité a examiné les crédits du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de Services partagés Canada et du Bureau du Conseil privé. Le Comité a aussi reçu le témoignage du Secrétariat du Conseil du Trésor, encore une fois sur les crédits distincts de cette organisation, mais aussi pour obtenir une vue d'ensemble des projections gouvernementales de dépenses pour l'année financière 2014–2015. Finalement, le Comité a entrepris une étude sur les *Pratiques du gouvernement concernant les données ouvertes*. Il a d'abord entendu les fonctionnaires du Secrétariat du Conseil du Trésor pour une session d'information sur le sujet.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Pierre-Luc Dusseault (président), Gordon O'Connor (vice-président), Gerry Byrne (vice-président), Diane Ablonczy, Mark Adler, Jay Aspin, Anne-Marie Day, Jim Hillyer, Pat Martin, Bernard Trottier

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Efficacité énergétique des immeubles, structures et travaux publics du gouvernement	2 851	1 140	936	4 927
Budget de fonctionnement ³	-	-	3 739	3 739
TOTAL²	2 851	1 140	4 675	8 665

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (OGGO)	31	15	1	-	50h30m	104	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG) ⁴	3	-	-	-	2h05m	-	-
TOTAL	34	15	1	-	52h35m	104	4

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ (HESA)

Au printemps 2013, le Comité permanent de la santé a complété son étude sur *L'innovation technologique dans les soins de santé au Canada* en déposant à la Chambre un rapport final le 12 juin 2013 basé sur les témoignages qu'ont livré plus d'une centaine de témoins. Le Comité a également étudié les coûts associés à l'adoption des nouvelles technologies de même que les défis inhérents à leur commercialisation.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a tenu une dizaine de réunions sur *Le rôle du gouvernement dans la lutte contre l'abus des médicaments d'ordonnance*. Il a aussi consacré une rencontre sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Santé. Le Comité a également élu un nouveau président, M. Ben Lobb.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a terminé son étude du *Rôle du gouvernement dans la lutte contre l'abus de médicaments d'ordonnance* et a fait rapport de ses conclusions à la Chambre. Il a aussi entrepris une étude intitulée *Pratiques exemplaires et obstacles fédéraux : profession et formation des professionnels de la santé*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Ben Lobb (président), Libby Davies (vice-présidente), Hedy Fry (vice-présidente), Eve Adams, Claude Gravelle, Wladyslaw Lizon, James Lunney, Dany Morin, David Wilks, Terence Young

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Innovation technologique	11 337	235	928	12 499
Rôle du gouvernement dans la lutte contre l'abus de médicaments d'ordonnance	8 619	4 389	941	13 948
Budget de fonctionnement ³	3 508	-	1 705	5 212
TOTAL²	23 463	4 624	3 574	31 660

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (HESA)	30	3	7	-	46h51m	109	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SHES) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	30	3	7	-	46h51m	109	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA)

Durant la période entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2013, le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées a concentré ses efforts sur diverses études. Le Comité a notamment terminé son étude intitulée *Explorer les possibilités d'emploi pour les personnes ayant une incapacité*. Il a aussi commencé une étude intitulée *Mobiliser l'expérience : Possibilités pour les personnes âgées dans le marché du travail*. De plus, le Comité a étudié l'objet des articles 161 à 166 (*Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*) du projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Par ailleurs, les membres du comité ont considéré le Budget principal des dépenses 2013–2014 sous la rubrique Ressources humaines et Développement des compétences. Enfin, le Comité a décerné à Sara Carleton la Bourse de recherches de la flamme du centenaire pour 2013. La recherche de M^{me} Carleton portera sur l'influence de Clara Hughes et la perception qu'ont les Canadiens des troubles de santé mentale.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Phil McColeman. Le Comité a conclu son étude *Mobiliser l'expérience : Possibilités pour les personnes âgées sur le marché du travail*. Ensuite, il a entrepris une étude sur *Les opportunités pour les Autochtones sur le marché du travail*. Le Comité a aussi étudié l'objet des articles 176 à 238 (Sections 5 et 6, *Code canadien du travail*) du projet de loi C-4, Loi n^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le Comité a de plus considéré le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Ressources humaines et Développement des compétences.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son étude des *Opportunités pour les Autochtones sur le marché du travail*. Le Comité a tenu sept réunions sur la question et a entendu les témoignages de plus de 35 organismes. Au cours de la période, le Comité a également procédé à l'examen du projet de loi C-525, Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi sur les relations de travail au Parlement et la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique (accréditation et révocation — agent négociateur), avant d'en faire rapport à la Chambre en février, avec modifications.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Phil McColeman (président), Jinny Jogindera Sims (vice-présidente), Rodger Cuzner (vice-président), Scott Armstrong, Tarik Brahmī, Brad Butt, Sadia Groguhé, Larry Maguire, Colin Mayes, Cathy McLeod

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-525	-	499	117	616
Objet des articles 161 à 166 (Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés) du projet de loi C-60	1 902	-	348	2 250
Mobiliser l'expérience : Possibilités pour les personnes âgées sur le marché du travail	1 698	1 437	502	3 638
Explorer les possibilités d'emploi pour les personnes ayant une incapacité	10 217	-	-	10 217
Opportunités pour les Autochtones sur le marché du travail	9 816	4 677	454	14 947
Budget de fonctionnement ³	-	394	2 000	2 394
TOTAL²	23 634	7 007	3 421	34 062

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

**COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES,
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA) (SUITE)**

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (HUMA)	32	1	12	-	51h28m	159	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM) ⁴	2	-	-	-	0h42m	-	-
TOTAL	34	1	12	-	52h10m	159	6

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité a débuté une étude sur *L'adoption des technologies numériques par les petites et moyennes entreprises au Canada*. Le 9 mai, le Comité a rencontré des membres du Comité de l'éducation et de la culture du Parlement de Finlande. Le Comité a également étudié l'objet des articles 136 à 154 (*Loi sur Investissement Canada*) du projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures ainsi que le Budget principal des dépenses 2013–2014 sous les rubriques Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Agence de promotion économique du Canada atlantique, Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et Industrie.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a étudié le projet de loi C-8, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence. Il a également examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous les rubriques Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Agence de promotion économique du Canada atlantique, Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et Industrie.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (c) 2013–2014, sous la rubrique Agence de développement économique du Canada atlantique. Le Comité a également entrepris l'étude de *l'Industrie canadienne du logiciel de divertissement au Canada*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

David Sweet (président), Peggy Nash (vice-présidente), Judy Sgro (vice-présidente), Joyce Bateman, Raymond Côté, Cheryl Gallant, Mike Lake, Brian Masse, Dave Van Kesteren, Mark Warawa

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-8	1 858	481	103	2 442
Adoption des technologies numériques par les petites et moyennes entreprises au Canada	295	1 374	941	2 609
Accès aux services à large bande et à Internet partout au Canada	1 681	-	-	1 681
Industrie canadienne du logiciel de divertissement au Canada	6 037	2 474	-	8 511
Objet des articles 136 à 154 (Loi sur Investissement Canada) du projet de loi C-60	-	1 903	235	2 138
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 215	1 215
TOTAL²	9 871	6 232	2 494	18 596

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (INDU)	30	3	10	-	43h03m	118	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SIND) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	30	3	10	-	43h03m	118	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT)

Du 1^{er} avril au 30 juin 2013, le Comité permanent du commerce international (CIIT) a tenu des audiences dans le cadre de deux études. Il a ainsi entendu des témoins dans le cadre des dernières audiences liées à son étude sur *Les avantages dont bénéficierait le Canada s'il devenait membre à part entière de l'Alliance du Pacifique*. Il a également commencé à tenir des audiences dans le cadre de son étude sur *Les avantages du Partenariat transpacifique (PTP) pour le Canada*. De plus, le Comité a présenté son septième rapport à la Chambre des communes le jeudi 9 mai 2013 sur *L'Accord de partenariat économique global avec l'Inde*. Enfin, le ministre du Commerce international et des représentants de son ministère ont comparu devant le Comité pour discuter du Budget principal des dépenses de 2013–2014 sous la rubrique Affaires étrangères et Commerce international.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a tenu des audiences relatives à son étude sur *L'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)*. Dans le cadre de cette étude, du 25 au 27 novembre 2013, le Comité a tenu des audiences publiques à Halifax (Nouvelle-Écosse) et visité les installations portuaires de la ville.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son étude de *L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne*, et a entrepris une nouvelle étude sur les *Avantages du Partenariat transpacifique (PTP) pour le Canada*. Le Comité a tenu des réunions à Vancouver (Colombie-Britannique) les 3 et 4 février 2014; chacune de ces journées a été consacrée à l'une des deux études.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Rob Merrifield (président), Don Davies (vice-président), Massimo Pacetti (vice-président), Ron Cannan, Russ Hiebert, Randy Hoback, Laurin Liu, Marc-André Morin, Erin O'Toole, Devinder Shory

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Avantages dont bénéficierait le Canada s'il devenait membre à part entière de l'Alliance du Pacifique	3 952	220	-	4 172
Avantages du Partenariat transpacifique (PTP) pour le Canada	763	616	-	1 379
Accord de partenariat économique global (APEG) avec l'Inde	3 613	-	-	3 613
Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne	10 095	1 126	1 127	12 348
Budget de fonctionnement ³	-	-	2 108	2 108
TOTAL²	18 423	1 962	3 235	23 620

COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne – Halifax (Nouvelle-Écosse)	15 103	4 101	3 676	7 996	30 877
Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et Avantages du Partenariat transpacifique (PTP) pour le Canada – Vancouver (Colombie-Britannique)	17 496	7 895	5 009	16 211	46 610
TOTAL²	32 599	11 996	8 685	24 207	77 486

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (CIIT)	31	1	3	-	70h46m	137	1
Sous-comité du programme et de la procédure (SCII) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	31	1	3	-	70h46m	137	1

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité permanent de la justice et des droits de la personne a étudié les projets de loi suivants et en a fait rapport à la Chambre:

- C-54 Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale (troubles mentaux);
- C-452 Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite de personnes);
- C-444 Loi modifiant le Code criminel (fausse représentation à titre d'agent de la paix ou de fonctionnaire public);
- S-209 Loi modifiant le Code criminel (combats concertés).

De plus, à la suite d'un ordre de renvoi de la Chambre, le Comité a entrepris une étude sur La partie XVII du *Code criminel*, qui traite du droit de l'accusé à un procès dans une des langues officielles.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a étudié le projet de loi C-489, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (conditions imposées aux délinquants), dont il a fait rapport, et a commencé à étudier le projet de loi C-10, Loi modifiant le Code criminel (contrebande de tabac). Le Comité a aussi étudié le contenu des articles 471 et 472 du projet de loi C-4, Loi n^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Il s'est aussi penché sur le Budget supplémentaires des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Justice.

Durant la période de janvier à la fin de mars 2014, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013–2014 sous la rubrique Justice. Le Comité a également poursuivi son étude entreprise précédemment sur le projet de loi C-10, Loi modifiant le Code criminel (contrebande de tabac). Le projet de loi a été adopté sans amendements et le Comité en a fait rapport à la Chambre le 12 février. Le Comité a entamé son *Examen prévu de la Partie XVII du Code criminel* pour lequel quatre réunions ont été tenues.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Mike Wallace (président), Françoise Boivin (vice-présidente), Sean Casey (vice-président), Patrick Brown, Bob Dechert, Robert Goguen, Pierre Jacob, Ève Pécelet, Kyle Seeback, David Wilks

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST) (SUITE)

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-10	2 328	-	130	2 458
Projet de loi C-394	941	-	-	941
Projet de loi C-444	2 525	-	49	2 574
Projet de loi C-452	4 107	-	197	4 304
Projet de loi C-489	2 858	-	130	2 988
Projet de loi C-54	19 067	-	1 921	20 987
Projet de loi S-209	-	519	49	568
Examen de la Partie XVII du Code criminel	-	1 244	1 109	2 353
Objet des articles 471 et 472 du projet de loi C-4	485	-	-	485
Budget de fonctionnement ³	-	-	3 228	3 228
TOTAL²	32 310	1 763	6 813	40 885

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (JUST)	28	7	2	-	44h44m	117	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS) ⁴	4	-	-	-	0h24m	-	-
TOTAL	32	7	2	-	45h08m	117	7

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN)

Du 1^{er} avril au 30 juin 2013, le Comité permanent de la défense nationale a étudié *Les soins offerts aux membres des Forces canadiennes malades ou blessés*, *Le concept stratégique de l'OTAN et le rôle du Canada en matière de coopération de défense internationale*, *La mission du Canada en Afghanistan*, et *La défense nord-américaine*. Dans le cadre de son étude sur *La défense nord-américaine*, le Comité s'est rendu à Victoria (Colombie-Britannique), à Washington (D.C.) et à Colorado Springs (Colorado). Il a également examiné le Budget principal des dépenses 2013–2014 sous la rubrique Défense nationale.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, l'honorable Peter Kent. Le Comité a repris ses études sur *Les soins offerts aux membres des Forces canadiennes malades ou blessés* et *Le concept stratégique de l'OTAN et le rôle du Canada en matière de coopération de défense internationale*, dont il a fait rapport à la Chambre. Le Comité a aussi tenu une séance d'information sur *La contribution du Canada aux efforts humanitaires aux Philippines*. Dans le cadre de son étude sur *Les soins offerts aux membres des Forces armées canadiennes malades ou blessés*, le Comité s'est rendu à Petawawa (Ontario). Il s'est aussi penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Défense nationale.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son étude des *Soins offerts aux membres des Forces armées canadiennes malades ou blessés*. Le Comité a aussi entrepris une étude sur *La défense nord-américaine*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Peter Kent (président), Jack Harris (vice-président), Joyce Murray (vice-présidente), James Bezan, Corneliu Chisu, Cheryl Gallant, Jean-François Larose, Elaine Michaud, Rick Norlock, John Williamson

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Soins offerts aux membres des Forces canadiennes malades ou blessés	9 141	-	803	9 944
Budget de fonctionnement ³	1 920	-	2 500	4 419
TOTAL²	11 061	-	3 302	14 363

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Soins offerts aux membres des Forces armées canadiennes malades ou blessés : Petawawa (Ontario)	-	-	-	250	250
La défense nord-américaine : Colorado-Manitoba et Colombie-Britannique	*36 929	6 018	4 894	1 050	* 48 892
La défense nord-américaine : Washington, D.C., États-Unis	13 868	3 282	1 917	695	19 761
TOTAL²	50 797	9 300	6 810	1 995	68 902

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

* L'écart entre ce rapport et le précédent est relié au remboursement d'un billet d'avion.

COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (NDDN)	29	1	-	5	39h45m	71	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD) ⁴	2	-	-	-	1h33m	-	-
TOTAL	31	1	-	5	41h18m	71	2

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR)

Le Comité permanent des ressources naturelles a complété l'audition des témoins concernant son étude sur *L'innovation dans le secteur de l'énergie*. Cette étude a débuté en octobre 2012 et le Comité y a consacré 17 réunions et a entendu plus de 72 témoins ou organisations. Le Comité a débuté l'étude d'un projet de rapport avant l'ajournement de juin. Le Comité a aussi complété l'audition des témoins relativement à son étude sur *La diversification des marchés dans le secteur de l'énergie*. En avril 2013, le Comité a étudié et fait rapport du Budget principal des dépenses de 2013–2014 sous la rubrique Ressources naturelles.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a tenu une séance d'information concernant le Bureau de gestion des grands projets, a débuté une étude sur *L'industrie des terres rares au Canada* et a étudié et fait rapport à la Chambre de nominations par décret. Il a aussi étudié et fait rapport du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2013–2014 sous la rubrique Ressources naturelles. Finalement, le Comité a complété l'audition des témoins concernant l'étude du projet de loi C-5, Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve et la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et d'autres lois, et comportant d'autres mesures.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a procédé à l'étude article par article du projet de loi C-5 et en a fait rapport à la Chambre en février, avec des amendements. De plus, le Comité a complété l'audition des témoins concernant son étude sur *L'industrie des terres rares au Canada* et il a amorcé une étude sur les *Avantages dans l'ensemble du Canada du développement de l'industrie pétrolière et gazière du secteur de l'énergie*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Leon Benoit (président), Chris Charlton (vice-présidente), Geoff Regan (vice-président), Kelly Block, Blaine Calkins, Joan Crockatt, Linda Duncan, Ryan Leef, Christine Moore, Brad Trost

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-5	3 331	800	237	4 367
Avantages dans l'ensemble du Canada du développement de l'industrie pétrolière et gazière du secteur de l'énergie	970	3 733	327	5 029
Innovation dans le secteur de l'énergie	-	-	576	576
Diversification des marchés dans le secteur de l'énergie	5 318	4 155	566	10 038
Industrie des terres rares au Canada	4 710	638	204	5 552
Budget de fonctionnement ³	-	621	478	1 099
TOTAL²	14 327	9 947	2 387	26 661

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (RNNR)	34	1	13	2	58h07m	110	6
TOTAL	34	1	13	2	58h07m	110	6

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité permanent des langues officielles a étudié le projet de loi C-419, Loi concernant les compétences linguistiques. Il a ensuite entrepris une étude sur *Les programmes d'immersion dans la langue seconde officielle du Canada*, à laquelle il a consacré la plus grande partie de son temps. Le Comité a entendu un grand nombre de témoins de toutes les régions du pays. Le Comité a également entendu le témoignage du commissaire aux langues officielles au sujet du Budget principal des dépenses de 2013–2014 sous la rubrique Conseil privé, et le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration au sujet des obligations de son ministère en vertu de la *Loi sur les langues officielles*.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a repris son étude sur *Les programmes d'immersion dans la langue officielle seconde au Canada* en tenant trois réunions supplémentaires et en commençant l'étude d'un projet de rapport. Le Comité a aussi invité le commissaire aux langues officielles à témoigner au sujet de son rapport annuel 2012–2013.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a achevé son étude des *Programmes d'immersion dans la seconde langue officielle au Canada* et a présenté son rapport à la Chambre à la fin du mois de février. Le Comité a aussi entrepris une étude sur *La situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire* en février. En mars, la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles a comparu devant le Comité afin de discuter du Rapport de Patrimoine canadien sur les langues officielles pour 2011–2012 et du Rapport annuel 2012–2013 du Commissariat aux langues officielles.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Michael D. Chong (président), Yvon Godin (vice-président), Lise St-Denis (vice-présidente), Joyce Bateman, Corneliu Chisu, Joe Daniel, Jacques Gourde, Jamie Nicholls, Manon Perreault, John Williamson

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-419	474	305	67	846
La situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire	3 136	-	562	3 698
Programmes d'immersion dans la seconde langue officielle au Canada	6 996	2 673	133	9 802
Budget de fonctionnement ³	-	-	620	620
TOTAL²	10 607	2 978	1 382	14 967

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (LANG)	29	5	7	-	40h59m	69	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SLAN) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	29	5	7	-	40h59m	69	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité a complété son examen des oppositions déposées par les députés à l'endroit des rapports des commissions de délimitation des circonscriptions électorales fédérales de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Ontario. Il a aussi étudié le Budget principal des dépenses de la Chambre des communes et du directeur général des élections pour l'exercice 2013–2014. De plus, le directeur général des élections a comparu devant le Comité concernant deux rapports préparés par Élections Canada. Le Comité s'est par ailleurs penché sur la nomination par décret de Richard Fularczuk au poste de légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a constitué les comités permanents de la Chambre des communes et établi la représentation de cette dernière au sein des comités mixtes permanents. Il a entrepris et terminé un *Examen du Bureau de régie interne*, conformément à un ordre de renvoi de la Chambre. Le Comité a aussi été saisi d'une question de privilège concernant le droit d'un député de siéger et de voter s'il n'a pas corrigé un rapport de campagne électorale, comme le lui a demandé Élections Canada. Le Comité a amorcé son étude avec la comparution du directeur général des élections. Le Sous-comité des affaires émanant des députés a examiné des motions et des projets de loi émanant des députés récemment inscrits à l'ordre de priorité. Enfin, le Comité a recommandé des modifications au Règlement, faisant passer le nombre de membres par comité permanent de 12 à 10. Le rapport a été présenté à la Chambre et adopté par elle le 3 décembre 2013.

Le 30 janvier 2014, le Comité a présenté, et la Chambre a adopté, un rapport sur la composition de tous les comités permanents, conformément à l'ordre adopté en décembre 2013. Le Comité a par la suite poursuivi son étude sur la question de privilège concernant le droit d'un député de siéger et de voter s'il n'a pas corrigé un rapport de campagne électorale comme le lui a demandé Élections Canada. En février, le Comité a entrepris l'étude du Projet de loi C-23, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et d'autres lois et modifiant certaines lois en conséquence. Jusqu'au 31 mars, le Comité a tenu neuf réunions de préparation de l'étude ou en audition de témoins. Cette étude a occupé presque tout le temps du Comité en février et mars; le Comité a notamment convenu de tenir des réunions supplémentaires en soirée afin de pouvoir entendre un plus grand nombre de témoins. De plus, le Sous-comité des affaires émanant des députés a examiné les projets de loi et les motions émanant des députés récemment ajoutés à l'ordre de priorité.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Joe Preston (président), Alexandrine Latendresse (vice-présidente), Kevin Lamoureux (vice-président), Brad Butt, David Christopherson, Tom Lukiwski, Ted Opitz, Scott Reid, Blake Richards, Craig Scott

COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC) (SUITE)

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-23	5 296	471	-	5 767
Question de privilège concernant Élections Canada et le député de Selkirk-Interlake	-	-	319	319
Rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour la Colombie-Britannique 2012	-	-	898	898
Rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour l'Ontario 2012	-	-	898	898
Rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour le Québec 2012	-	-	898	898
Rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour la Saskatchewan 2012	-	-	898	898
Examen du Bureau de régie interne	182	276	*638	1 096
Budget de fonctionnement ³	-	-	5 105	5 105
TOTAL²	5 478	747	9 653	15 878

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

* L'écart entre ce rapport et le précédent tient compte du redressement des dépenses qui auraient dû être imputées au budget de fonctionnement.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (PROC)	39	13	3	1	70h03m	121	24
Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM)	3	-	-	-	0h36m	-	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO) ⁴	4	-	-	-	2h41m	-	-
TOTAL	46	13	3	1	73h20m	121	24

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (PACP)

D'avril à juin 2013, dans le cadre de son mandat, le Comité permanent des comptes publics a tenu des audiences publiques ainsi que des réunions à des fins de rédaction de rapports relativement à huit études. Entre autres, le Comité a examiné les vérifications relatives aux analyses financières à long terme réalisées par le gouvernement et aux réformes des programmes de subventions et de contributions. Le Comité a également rencontré une délégation parlementaire du Guyana. Durant la période visée, il a présenté quatre rapports à la Chambre, lesquels contenaient 10 recommandations visant à corriger des lacunes dans l'administration gouvernementale que le vérificateur général avait signalées et à améliorer le contrôle parlementaire des dépenses publiques. Les rapports portaient sur les Comptes publics du Canada 2012, les prévisions de dépenses du Bureau du vérificateur général ainsi que les rapports du vérificateur général sur les paiements de transfert au secteur aérospatial et les examens spéciaux des sociétés d'État.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a organisé des séances d'information avec le Bureau du vérificateur général du Canada ainsi que le Conseil du Trésor du Canada et a lancé une étude sur les Comptes publics du Canada pour 2013. Le Rapport de l'automne 2013 du vérificateur général du Canada a été déposé à la Chambre des communes et renvoyé au Comité. Le vérificateur général a comparu devant le Comité au sujet des neuf chapitres de vérification de son rapport, après quoi le Comité a tenu une audience publique sur l'un des chapitres qu'il avait décidé d'étudier individuellement : « Chapitre 5 – Prévenir l'entrée illégale au Canada ».

Durant la période de janvier à fin mars 2014, le Comité a tenu des réunions sur deux autres chapitres du rapport de l'automne 2013 du vérificateur général, à savoir le « Chapitre 2, L'accès aux services en ligne », et le « Chapitre 9, Les activités bancaires à l'étranger – Agence du revenu du Canada ». Le Comité a aussi tenu une réunion afin d'examiner le Budget principal des dépenses de 2014–2015 pour le Bureau du vérificateur général du Canada. Au cours de la période, le Comité a examiné, avant d'en faire rapport, les Comptes publics du Canada de 2013 ainsi que deux chapitres du rapport de l'automne 2013 du vérificateur général, à savoir le « Chapitre 5, Prévenir l'entrée illégale au Canada » et le « Chapitre 2, L'accès aux services en ligne ».

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

David Christopherson (président), John Carmichael (vice-président), Yvonne Jones (vice-présidente), Dan Albas, Malcolm Allen, Jay Aspin, Ted Falk, Alain Giguère, Bryan Hayes, Stephen Woodworth

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Budget de fonctionnement ³	-	-	2 025	2 025
TOTAL²	-	-	2 025	2 025

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (PACP)	35	11	-	-	53h12m	74	4
TOTAL	35	11	-	-	53h12m	74	4

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité permanent de la sécurité publique et nationale poursuit son enquête sur *Les aspects économiques liés aux services de police*. En plus d'un voyage d'enquête dans l'Ouest canadien, le Comité s'est rendu en Californie et en Angleterre pour recueillir de l'information d'administrations étrangères. Avant l'ajournement de la Chambre pour le congé d'été, le Comité a demandé à ses analystes de préparer les grandes lignes d'un rapport sur cette étude.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Daryl Kramp. Le Comité a poursuivi son enquête sur *Les aspects économiques liés aux services de police*. Il s'est aussi penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Sécurité publique et Protection civile.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a examiné le projet de loi C-479, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (équité à l'égard des victimes) et fait rapport du projet de loi à la Chambre, avec modifications, au début de mars. Le Comité a entrepris l'étude du projet de loi C-483, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (sortie avec escorte) et a poursuivi son étude des *Aspects économiques liés aux services de police*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Daryl Kramp (président), Randall Garrison (vice-président), Wayne Easter (vice-président), Rosane Doré Lefebvre, Roxanne James, Larry Maguire, Rick Norlock, LaVar Payne, Blake Richards, Jean Rousseau

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi C-51	485	-	-	485
Projet de loi C-479	1 846	-	273	2 118
Projet de loi C-483	1 706	-	182	1 888
Aspects économiques liés aux services de police	5 363	3 438	*1 896	10 697
Budget de fonctionnement ³	599	375	1 088	2 061
TOTAL²	9 998	3 813	3 438	17 249

* L'écart entre ce rapport et le précédent tient compte du redressement des dépenses qui auraient dû être imputées au budget de fonctionnement.

COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Aspects économiques liés aux services de police – Californie/Canada	43 584	8 008	3 668	1 277	56 537
Aspects économiques liés aux services de police – Royaume-Uni	63 155	14 191	7 605	479	85 430
TOTAL²	106 739	22 199	11 272	1 756	141 967

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (SECU)	30	6	10	-	47h21m	76	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC) ⁴	1	-	-	-	0h38m	-	-
TOTAL	31	6	10	-	47h59m	76	2

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE (FEWO)

Du 1er avril au 30 juin 2013, le Comité permanent de la condition féminine a tenu ses dernières audiences dans le cadre de son étude sur *Le harcèlement sexuel dans les milieux de travail fédéraux*. Il a également étudié le projet de loi S-2, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, et il a présenté son rapport sur la question à la Chambre le 23 mai 2013.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu une nouvelle présidente, Mme Hélène LeBlanc. Le Comité a complété l'étude de son projet de rapport sur *Le harcèlement sexuel dans les milieux de travail fédéraux* et en a fait l'adoption. Il a également examiné les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Ressources humaines et Développement des compétences et a présenté son rapport sur le sujet à la Chambre. Il a aussi entrepris une étude sur *Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes*.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son étude sur *Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes* en tenant sept réunions sur le sujet. En février, le Comité a présenté son deuxième rapport à la Chambre dans le cadre de son étude sur *Le harcèlement sexuel dans les milieux de travail fédéraux*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Hélène LeBlanc (présidente), Tilly O'Neill Gordon (vice-présidente), Kirsty Duncan (vice-présidente), Stella Ambler, Niki Ashton, Joan Crockatt, Djaouida Sellah, Susan Truppe, Terence Young, Wai Young

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Projet de loi S-2	5 967	450	567	6 985
Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes	1 341	8 229	512	10 082
Le harcèlement sexuel dans les milieux de travail fédéraux	679	1 815	338	2 832
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 678	1 678
TOTAL²	7 987	10 494	3 095	21 577

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (FEWO)	31	11	16	-	46h55m	95	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW) ⁴	6	-	-	-	2h25m	-	-
TOTAL	37	11	16	-	49h20m	95	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités a étudié le projet de loi C-52, Loi modifiant la loi sur les transports au Canada (administration, transports aérien et ferroviaire et arbitrage). Il a également entrepris une étude intitulée *Comment la concurrence peut permettre d'optimiser les investissements dans les infrastructures*.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a tenu une séance conformément à l'article 106(4) du Règlement pour discuter de la demande d'entreprendre une étude sur les mesures de sécurité ferroviaire. En novembre, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous les rubriques Infrastructure, Collectivités et Affaires intergouvernementales et Transport. Le Comité a également débuté une étude sur *L'Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des matières dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité*. Des représentants du ministère des Transports, de même que le vérificateur général du Canada, ont comparu devant le Comité en lien avec l'étude. Le 18 décembre, le Comité a entrepris une étude sur *Les changements annoncés récemment par Postes Canada* et a entendu ce jour-là les témoignages de 10 témoins, incluant le président et chef de la direction de Postes Canada.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-3, Loi édictant la Loi sur l'indemnisation de l'industrie aérienne et modifiant la Loi sur l'aéronautique, la Loi maritime du Canada, la Loi sur la responsabilité en matière maritime, la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada et d'autres lois en conséquence, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement. Le Comité a aussi débuté l'étude du Budget principal des dépenses 2014–2015, et a poursuivi son étude intitulée *Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport de matières dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Larry Miller (président), Hoang Mai (vice-présidente), David J. McGuinty (vice-président), Peter Braid, Ed Komarnicki, Isabelle Morin, Mike Sullivan, Lawrence Toet, Jeff Watson, Wai Young

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Bill C-3	2 716	1 226	287	4 229
Projet de loi C-52	-	-	49	49
Comment la concurrence peut permettre d'optimiser les investissements dans les infrastructures	3 708	1 319	395	5 422
Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des marchandises dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité	-	-	361	361
Budget de fonctionnement ³	-	708	323	1 031
TOTAL²	6 425	3 252	1 415	11 092

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (TRAN)	30	15	3	1	42h18m	96	3
Sous-comité du programme et de la procédure (STRA) ⁴	1	-	-	-	1h06m	-	-
TOTAL	31	15	3	1	43h24m	96	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ PERMANENT DES ANCIENS COMBATTANTS (ACVA)

Au cours de la période d'avril à juin 2013, le Comité permanent des anciens combattants a entrepris deux études sur des sujets relevant de son mandat. Il a lancé une étude sur *L'analyse comparative sur les services et les avantages offerts aux anciens combattants par le Canada et ses alliés*. Le Comité a étudié l'objet des articles 156 à 160 du projet de loi C-60, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures. Il a également réalisé une étude sur *L'uranium appauvri et les anciens combattants* et il a présenté son rapport sur la question à la Chambre en juin 2013. Le Comité s'est également penché sur le projet de loi S-213, Loi instituant une journée nationale de commémoration pour honorer les anciens combattants de la guerre de Corée.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a élu un nouveau président, M. Royal Galipeau. Le Comité a examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013–2014 sous la rubrique Anciens combattants et a aussi étudié les programmes et activités d'Anciens Combattants Canada. Le Comité a ensuite entamé l'examen prévu par la loi de la *Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants*.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a élu M. Greg Kerr à la présidence et a poursuivi son étude de *l'Examen prévu par la loi de la Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants*.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Greg Kerr (président), Peter Stoffer (vice-président), Frank Valeriote (vice-président), Sylvain Chicoine, Royal Galipeau, Parm Gill, Laurie Hawn, Bryan Hayes, Wladyslaw Lizon, John Rafferty

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Objet des articles 156 à 160 (Loi sur les pensions et Loi sur les allocations aux anciens combattants) du projet de loi C-60	3 128	-	-	3 128
L'uranium appauvri et les anciens combattants canadiens	1 144	-	34	1 178
Examen prévu par la loi de la Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants	10 109	-	1 597	11 706
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 574	1 574
TOTAL²	14 381	-	3 205	17 585

COMITÉ PERMANENT DES ANCIENS COMBATTANTS (ACVA) (SUITE)

DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	AUTRES ⁴	TOTAL ²
Pour obtenir de l'information au sujet des programmes et des avantages offerts aux anciens combattants par les organismes à leur service, le gouvernement et les ONG, et pour visiter le centre médical militaire national Walter Reed – Washington (D.C.), États-Unis	19 185	4 267	1 573	2 023	27 048
TOTAL²	19 185	4 267	1 573	2 023	27 048

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

⁴ « Autres » (déplacements) comprend les dépenses pour l'équipement audiovisuel, les salles de réunion, les frais pour excédent de bagages, le traitement des passeports et des visas, les droits d'inscription à des conférences, et d'autres dépenses accessoires mineures.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (ACVA)	28	-	3	1	35h50m	55	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SACV) ⁴	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	28	-	3	1	35h50m	55	3

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ DE LIAISON (LIAI)

Le Comité de liaison est composé des présidents de tous les comités permanents et des députés qui coprésident les comités mixtes permanents. Il est chargé principalement de répartir entre les comités permanents les fonds prévus pour eux par le Bureau de régie interne, responsabilité qu'il délègue généralement au Sous-comité des budgets des comités. Le Sous-comité s'est rencontré quatre fois depuis le début de l'exercice financier afin d'examiner des demandes budgétaires reliées à des voyages de comité et aux consultations pré-budgétaires.

Le Comité s'est rencontré deux fois au cours de la période d'avril à décembre 2013, afin de traiter de diverses questions administratives et financières, telles les politiques entourant les voyages de comité et l'impression des rapports de comité. Il a aussi approuvé deux projets pilotes au sujet de l'accès électronique aux documents de comité à partir d'appareils mobiles et de l'utilisation de la technologie IP pour les vidéoconférences. Le Comité a adopté son premier rapport sur les dépenses et les activités des comités, qui a été présenté à la Chambre en novembre 2013.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité s'est rencontré une fois aux fins d'élire un président et un vice-président et pour choisir les membres du Sous-comité des budgets de comité. Le Comité a aussi approuvé la présentation de son deuxième rapport sur les dépenses et activités des comités pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2013. Les membres ont également approuvé l'extension du projet pilote « des comités sans papier » à quatre comités additionnels (pour un total de six comités), ainsi que le lancement d'un deuxième projet pilote qui débutera à l'automne 2014.

Le Sous-comité s'est rencontré cinq fois depuis le début de l'exercice financier afin d'examiner des demandes budgétaires reliées à des voyages de comité et aux consultations pré-budgétaires, incluant une réunion entre janvier et mars 2014 aux fins d'adopter des budgets de voyage de comité.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Dean Allison (président), David Christopherson (vice-président), Harold Albrecht, Leon Benoit, Gordon Brown, Chris Charlton, Michael D. Chong, Pierre-Luc Dusseault, Peter Kent, Greg Kerr, Daryl Kramp, Hélène LeBlanc, Ben Lobb, Pat Martin, Phil McColeman, Rob Merrifield, Larry Miller, Joe Preston, James Rajotte, Bev Shipley, David Sweet, David Tilson, Mike Wallace, Chris Warkentin, Rodney Weston

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Budget de fonctionnement ³	-	-	1 662	1 662
TOTAL²	-	-	1 662	1 662

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

COMITÉ DE LIAISON (LIAI) (SUITE)

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité permanent (LIAI)	3	-	-	-	1h29m	3	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SBLI) ⁴	5	-	-	-	1h02m	-	-
TOTAL	8	-	-	-	2h31m	3	2

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI)

Au cours de la période d'avril à décembre 2013, le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement s'est réuni une fois lorsqu'il a réélu la sénatrice Marie-P. Charette-Poulin comme coprésidente pour le Sénat et élu M. Greg Kerr comme nouveau coprésident pour la Chambre.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a tenu une réunion, au cours de laquelle M. Richard Harris a été élu à titre de nouveau coprésident pour la Chambre.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Richard M. Harris (co-président), Marie-P. Charette-Poulin (co-présidente), Carol Hughes (vice-présidente), Scott Simms (vice-président), Rod Bruinooge, Blaine Calkins, Anne C. Cools, Nicole Eaton, Réjean Genest, Guy Lauzon, Dave MacKenzie, Colin Mayes, Terry M. Mercer, José Nunez-Melo, Manon Perreault, Michel Rivard, Brian Storseth

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Budget de fonctionnement ³	-	-	223	223
TOTAL²	-	-	223	223

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité mixte permanent (BILI)	2	-	-	-	1h49m	-	1
TOTAL	2	-	-	-	1h49m	-	1

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

COMITÉ MIXTE PERMANENT DE L'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION (REGS)

Du 1er avril au 30 juin 2013, le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (REGS) a poursuivi son examen des textes réglementaires et a examiné plus de 230 règlements, conformément à son ordre de renvoi permanent, comme le prévoit la *Loi sur les textes réglementaires*.

Durant la période de juillet à décembre 2013, le Comité a repris son examen des textes réglementaires et a examiné 146 règlements.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi son examen des textes réglementaires. Il a présenté son deuxième rapport sur cette question le 24 mars.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Chris Charlton (co-présidente), Bob Runciman (co-président), Garry Breitkreuz (vice-président), Mauril Bélanger (vice-président), Dan Albas, Stella Ambler, Rob Anders, Paulina Ayala, Denise Batters, Patrick Brown, Rob Clarke, Céline Hervieux-Payette, Wilfred P. Moore, Nancy Ruth, François Pilon, Anne Minh-Thu Quach, David P. Smith, Scott Tannas, Betty E. Unger, Maurice Vellacott

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Budget de fonctionnement ³	-	-	2 866	2 866
TOTAL²	-	-	2 866	2 866

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

³ « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité mixte permanent (REGS)	10	-	-	-	18h45m	-	2
TOTAL	10	-	-	-	18h45m	-	2

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES AUTOCHTONES (IWFA)

Le Comité spécial sur la violence faite aux femmes autochtones a été créé par motion à la Chambre le 26 février 2013. Il s'est réuni pour la première fois le 26 mars dans le but d'élire un président et deux vice-présidents. Il a tenu sept réunions d'avril à la fin juin, durant lesquelles il a entendu 28 témoins.

Le Comité spécial a été rétabli par voie de motion à la Chambre au début de la deuxième session de la 41^e législature et a poursuivi son étude sur la violence contre les femmes autochtones. Pendant cette période, il a tenu quatre réunions au cours desquelles il a entendu 26 témoins.

Durant la période de janvier à la fin mars 2014, le Comité a poursuivi l'audition de témoins, avant d'adopter son premier rapport, intitulé *Femmes invisibles : un appel à l'action – Un rapport sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées au Canada*. Le travail du Comité spécial a pris fin avec le dépôt de son rapport à la Chambre, le 7 mars.

MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2014)

Stella Ambler (présidente), Jean Crowder (vice-présidente), Carolyn Bennett (vice-présidente), Niki Ashton, Kelly Block, Lois Brown, Bob Dechert, Irene Mathysen, Cathy McLeod, Romeo Saganash, Mark Strahl, Susan Truppe

DÉPENSES (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	TOTAL ²
Budget de fonctionnement	12 481	1 203	6 657	20 341
TOTAL²	12 481	1 203	6 657	20 341

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV ¹	VC ²	EV ³			
Comité spécial (IWFA)	16	-	4	6	31h17m	62	1
Sous-comité du programme et de la procédure (SIWF) ⁴	2	-	-	-	1h39m	-	-
TOTAL	18	-	4	6	32h56m	62	1

¹ Nombre de séances télévisées.

² Nombre de séances avec vidéoconférence.

³ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁴ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

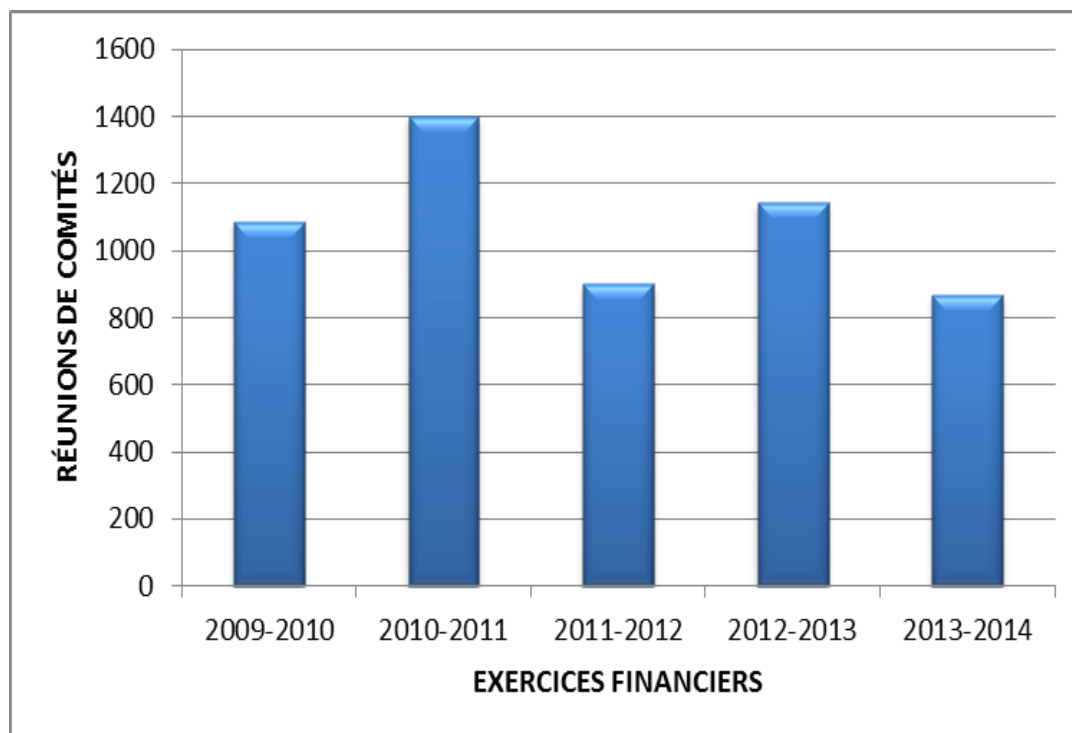
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS

RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Les tableaux ci-après font état du nombre de réunions et des dépenses des divers types de comités au cours des cinq dernières années. Il est à noter que toutes les dépenses des sous-comités ont été amalgamées à celles des comités permanents concernés.

TYPE	NOMBRE DE RÉUNIONS				
	2009–2010	2010–2011	2011–2012	2012–2013	2013–2014
Permanents	1 066	1 358	885	1 134	859
Legislatifs	1	20	15	-	-
Spécial	20	22	-	10	18
TOTAL	1 087	1 400	900	1 144	877

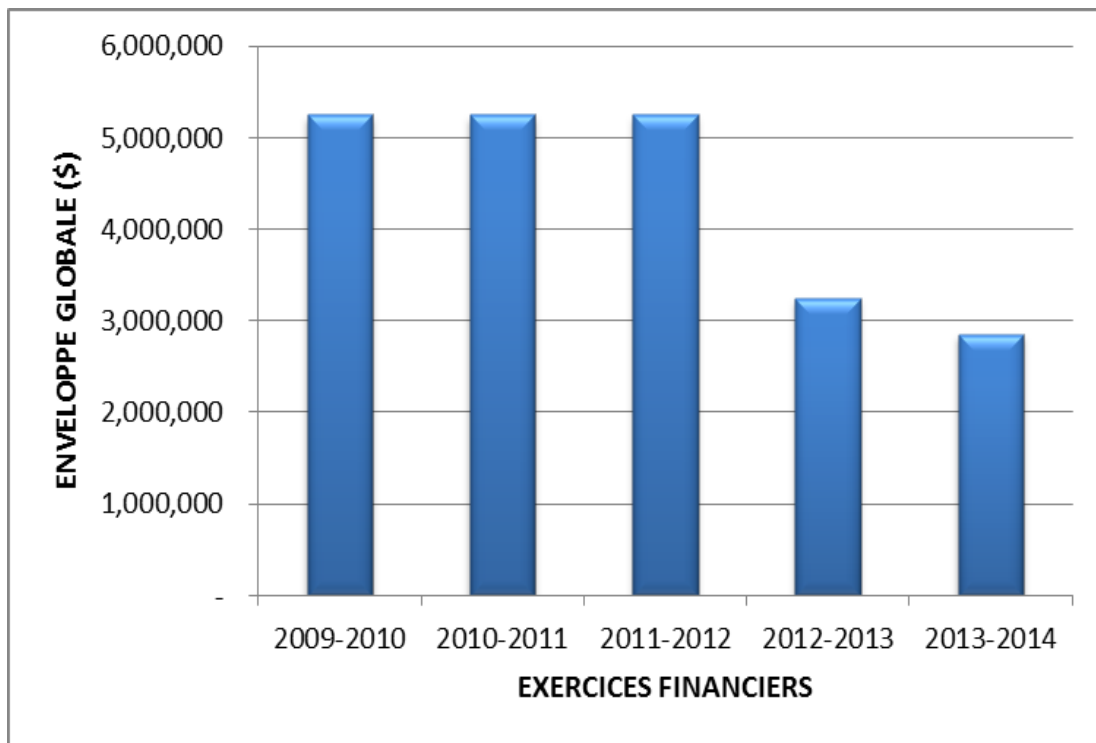
TABLEAU 1 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES



ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ENVELOPPE GLOBALE (\$)					
	2009–2010	2010–2011	2011–2012	2012–2013	2013–2014
Financement de base	5 000 000	5 000 000	5 000 000	3 000 000	2 600 000
Services de consultation électronique et de spécialistes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
TOTAL	5 250 000	5 250 000	5 250 000	3 250 000	2 850 000

TABLEAU 2 – COMPARAISON DE L'ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

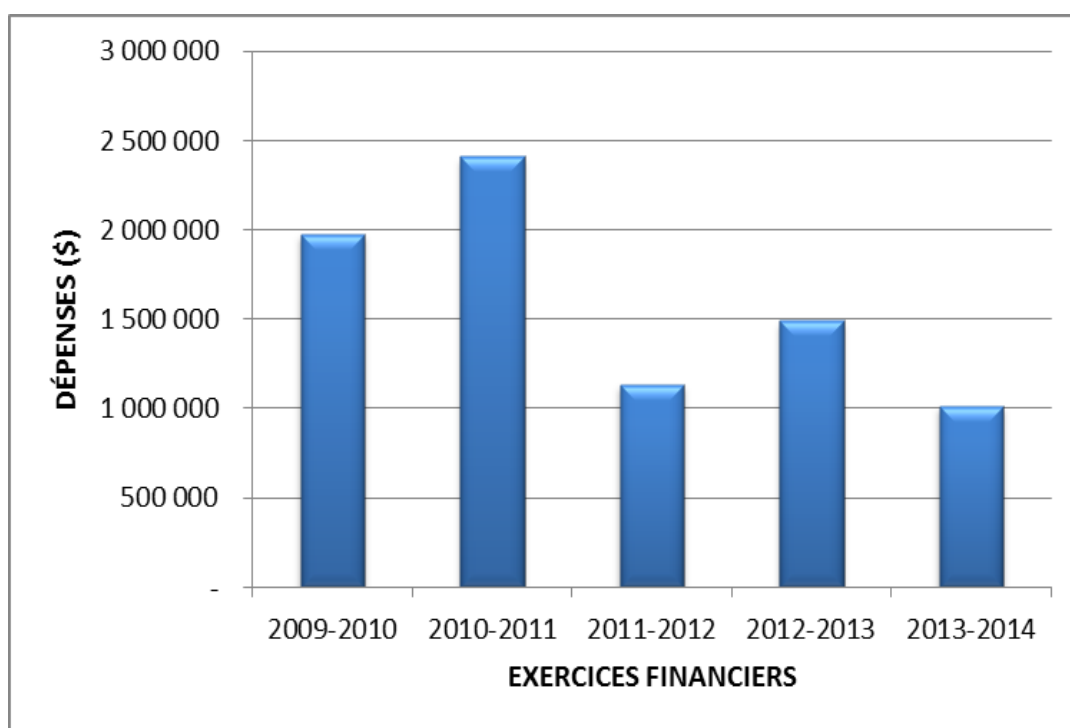


DÉPENSES DE TOUS LES TYPES DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	DÉPENSES (\$)				
	2009–2010	2010–2011	2011–2012	2012–2013	2013–2014
Permanents	1 963 691	2 216 340	1 105 575	1 450 039	995 263
Législatifs	-	41 183	30 333	6 661	-
Spécial	13 606	153 179	-	36 886	20 341
TOTAL*	1 977 297	2 410 701	1 135 908	1 493 586	1 015 604

* Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

TABLEAU 3 – COMPARAISON DES DÉPENSES DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES



RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (2009–2010 À 2013–2014)

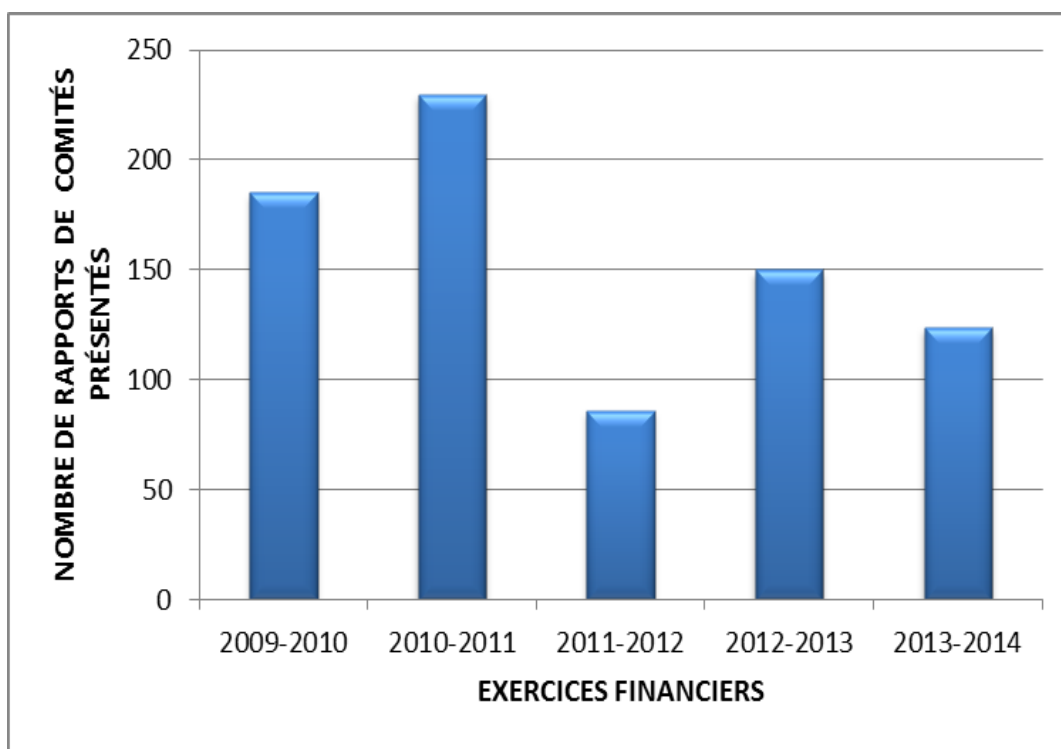
* Les tableaux suivants incluent tous les types de comités. Les réunions durant lesquelles plus d'un ordre de renvoi a été étudié ont été comptées à titre de réunion pour chaque type d'ordre de renvoi. Il est donc possible que le nombre total de réunions par ordre de renvoi soit supérieur au nombre total de réunions qui ont eu lieu.

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RÉUNIONS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RÉUNIONS PAR TYPE				
	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14
Ordre de renvoi – Chambre	30	36	36	28	57	1,8	1,9	3,0	1,8	4,8
Article du Règlement 108 (2), (3) et (4)	714	838	526	706	435	41,9	42,9	43,2	44,7	36,6
Rapports et états	23	25	5	23	35	1,3	1,3	0,4	1,5	2,9
Budget des dépenses	83	51	53	60	61	4,9	2,6	4,3	3,8	5,1
Nominations par décret	5	6	3	3	3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Législation	158	258	78	174	115	9,3	13,2	6,4	11,0	9,7
Consultations prébudgétaires	24	16	21	14	9	1,4	0,8	1,7	0,9	0,8
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	612	692	462	527	408	35,8	35,4	37,9	33,3	34,3
Élection de présidents	56	32	35	46	66	3,3	1,6	2,9	2,9	5,6
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL*	1 705	1 954	1 219	1 581	1,189	100	100	100	100	100

**RAPPORTS DE COMITÉ PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
(2009–2010 À 2013–2014)**

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RAPPORTS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RAPPORTS PAR TYPE				
	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14
Ordre de renvoi – Chambre	4	7	1	5	4	2,2	3,0	1,2	3,3	3,2
Article du règlement 108 (2), (3) et (4)	82	107	22	52	34	44,3	46,5	24,7	34,7	27,4
Rapports et états	2	2	1	7	9	1,1	0,9	1,2	4,7	7,3
Budget des dépenses	34	29	27	32	27	18,4	12,6	31,8	21,3	21,8
Nominations par décret	1	3	2	2	3	0,5	1,3	2,4	1,3	2,4
Législation	42	66	19	38	32	22,7	28,7	22,4	25,3	25,8
Consultations prébudgétaires	1	1	2	1	1	0,5	0,4	2,4	0,7	0,8
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	5	3	1	1	3	2,7	1,3	1,2	0,7	2,4
Élection de présidents	14	12	11	11	11	7,6	5,2	12,9	8,0	8,9
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL*	185	230	86	150	124	100	100	100	100	100

TABEAU 4 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RAPPORTS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (2009–2010 À 2013–2014)



SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS ¹	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS ₅
	TOTAL	TV ²	VC ³	EV ⁴			
Affaires autochtones et développement du Grand Nord (AANO)	31	6	5	2	51h33m	156	7
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SAAN)</i>	11	-	-	-	2h48m	-	-
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	28	13	-	-	32h51m	35	4
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	34	1	10	2	49h49m	101	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SAGR)</i>	1	-	-	-	0h30m	-	-
Patrimoine canadien (CHPC)	26	3	4	1	32h02m	72	6
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP)</i>	1	-	-	-	0h37m	-	-
Citoyenneté et immigration (CIMM)	27	13	5	-	63h22m	102	4
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM)</i>	6	-	-	-	3h27m	-	-
Environnement et développement durable (ENVI)	34	-	7	3	53h45m	117	4
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SENV)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Finances (FINA)	42	19	11	1	90h14m	307	8
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN)</i>	7	-	-	-	5h24m	-	-
Pêches et océans (FOPO)	27	1	2	-	31h16m	48	1
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP)</i>	4	-	-	-	2h10m	-	-
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	34	-	8	5	49h47m	110	8
<i>Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR)</i>	32	9	6	-	29h55m	32	-
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA)</i>	1	-	-	-	0h25m	-	-
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	31	15	1	-	50h30m	104	4
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG)</i>	3	-	-	-	2h05m	-	-
Santé (HESA)	30	3	7	-	46h51m	109	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SHES)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	32	1	12	-	51h28m	159	6
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM)</i>	2	-	-	-	0h42m	-	-
Industrie, sciences et technologie (INDU)	30	3	10	-	43h03m	118	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SIND)</i>	-	-	-	-	-	-	-

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS ¹	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS 5
	TOTAL	TV ²	VC ³	EV ⁴			
Commerce international (CIIT)	31	1	3	-	70h46m	137	1
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCII)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Justice et droits de la personne (JUST)	28	7	2	-	44h44m	117	7
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS)</i>	4	-	-	-	0h24m	-	-
Défense nationale (NDDN)	29	1	-	5	39h45m	71	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD)</i>	2	-	-	-	1h33m	-	-
Ressources naturelles (RNNR)	34	1	13	2	58h07m	110	6
Langues officielles (LANG)	29	5	7	-	40h59m	69	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SLAN)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	39	13	3	1	70h03m	121	24
<i>Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM)</i>	3	-	-	-	0h36m	-	-
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO)</i>	4	-	-	-	2h41m	-	-
Comptes publics (PACP)	35	11	-	-	53h12m	74	4
Sécurité publique et nationale (SECU)	30	6	10	-	47h21m	76	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC)</i>	1	-	-	-	0h38m	-	-
Condition féminine (FEWO)	31	11	16	-	46h55m	95	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW)</i>	6	-	-	-	2h25m	-	-
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	30	15	3	1	42h18m	96	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (STRA)</i>	1	-	-	-	1h06m	-	-
Anciens combattants (ACVA)	28	-	3	1	35h50m	55	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SACV)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Liaison (LIAI)	3	-	-	-	1h29m	3	2
<i>Subcommittee on Committee Budgets (SBLI)</i>	5	-	-	-	1h02m	-	-
TOTAL COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS	847	158	148	24	1 256h28m	2 594	120

COMITÉS MIXTES PERMANENTS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS ⁵
	TOTAL	TV ²	VC ³	EV ⁴			
BILI – Bibliothèque du Parlement	2	-	-	-	1h49m	-	1
REGS – Examen de la réglementation	10	-	-	-	18h45m	-	2
TOTAL COMITÉS MIXTES PERMANENTS	12	-	-	-	20h34m	-	3

COMITÉS SPÉCIAUX	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS ⁵
	TOTAL	TV ²	VC ³	EV ⁴			
IWFA – violence faite aux femmes autochtones	16	-	4	6	31h17m	62	1
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SIWF)</i>	2	-	-	-	1h39m	-	-
TOTAL COMITÉS SPÉCIAUX	18	-	4	6	32h56m	62	1

TOUS LES COMITÉS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS ⁵
	TOTAL	TV ²	VC ³	EV ⁴			
TOTAL TOUS LES COMITÉS	877	158	152	30	1 309h58m	2 656	124

¹ En pratique, la majorité des comités établissent un sous-comité du programme et de la procédure, appelé communément « comité directeur », afin de les aider à planifier leurs travaux. La création de sous-comités vise habituellement à soulager les comités parlementaires de tâches de planification et d'administration ou encore à leur confier des questions d'importance relevant de leur mandat.

² Nombre de séances télévisées.

³ Nombre de séances avec vidéoconférence.

⁴ Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

⁵ Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

COMITÉS PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	DÉPLACEMENTS	TOTAL ²
Affaires autochtones et développement du Grand Nord (AANO)	57 374	2 465	2 603	36 751	99 193
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	524	-	2 311	-	2 835
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	16 636	5 629	4 812	14 300	41 377
Patrimoine canadien (CHPC)	11 741	1 782	3 150	-	16 672
Citoyenneté et immigration (CIMM)	23 534	2 221	7 499	-	33 254
Environnement et développement durable (ENVI)	16 264	6 488	4 011	-	26 763
Finances (FINA)	43 513	10 128	10 839	-	64 481
Pêches et océans (FOPO)	923	3 489	2 542	-	6 954
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	26 148	8 634	12 160	37 749	84 691
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	2 851	1 140	4 675	-	8 665
Santé (HESA)	23 463	4 624	3 574	-	31 660
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	23 634	7 007	3 421	-	34 062
Industrie, sciences et technologie (INDU)	9 871	6 232	2 494	-	18 596
Commerce international (CIIT)	18 423	1 962	3 235	77 486	101 106
Justice et droits de la personne (JUST)	32 310	1 763	6 813	-	40 885
Défense nationale (NDDN)	11 061	-	3 302	68 902	83 265
Ressources naturelles (RNNR)	14 327	9 947	2 387	-	26 661
Langues officielles (LANG)	10 607	2 978	1 382	-	14 967
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	5 478	747	9 653	-	15 878
Comptes publics (PACP)	-	-	2 025	-	2 025
Sécurité publique et nationale (SECU)	9 998	3 813	3 438	141 967	159 216
Condition féminine (FEWO)	7 987	10 494	3 095	-	21 577
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	6 425	3 252	1 415	-	11 092
Anciens combattants (ACVA)	14,381	-	3,205	27 048	44 634
Liaison (LIAI)	-	-	1 662	-	1 662
TOTAL²	387 473	94 795	105 703	404 203	992 174

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014) (SUITE)

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	DÉPLACEMENTS	TOTAL ²
Bibliothèque du Parlement (BILI)	-	-	223	-	223
Examen de la réglementation (REGS)	-	-	2 866	-	2 866
TOTAL²	-	-	3 089	-	3 089

COMITÉ SPÉCIAL

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	DÉPLACEMENTS	TOTAL ²
Violence faite aux femmes autochtones (IWFA)	12 481	1 203	6 657	-	20 341
TOTAL²	12 481	1 203	6 657	-	20 341

TOUS LES COMITÉS

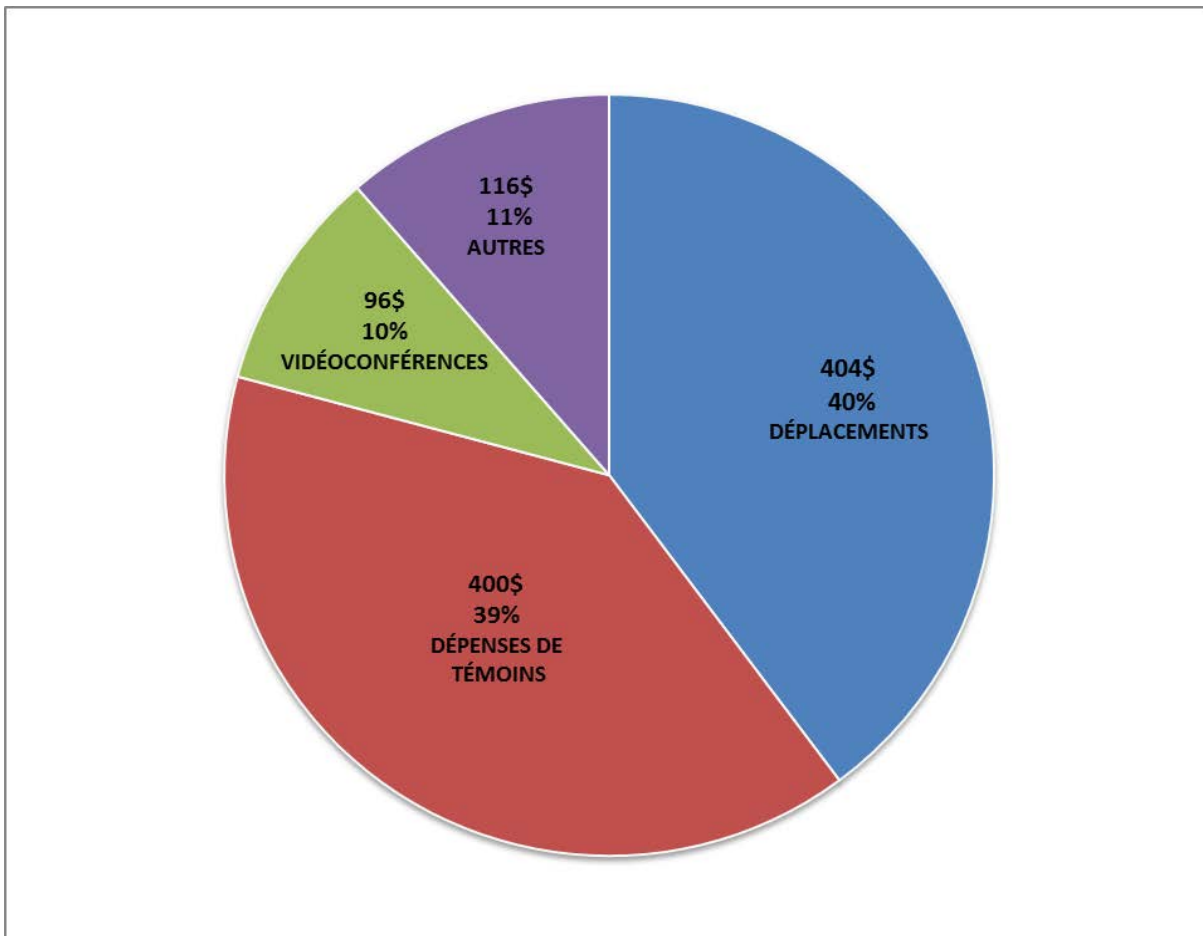
TOUS LES COMITÉS	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES ¹	DÉPLACEMENTS	TOTAL ²
GRAND TOTAL²	399 954	95 998	115 449	404 203	1 015 604

¹ « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

² Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS
(1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014)

TABLEAU 5 – SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS
(en milliers de dollars)



« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

Un exemplaire du procès-verbal pertinent ([réunion no. 3](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

Dean Allison